



DIRECTION DE L'URBANISME ET DE
L'AMENAGEMENT URBAIN

AFFAIRE SUIVIE PAR

K. GARANCHET

Tél. 01 34 21 25 68

N° 2020-2997

Lettre simple

AIR LIQUIDE

180 avenue Charles Floquet
93150 Le Blanc-Mesnil

A l'attention de Monsieur Guillaume LOUVET

Objet : Demande d'avis sur les conditions de remise en état sur le site après mise à l'arrêt définitif de l'exploitation d'une ICPE

Monsieur,

J'accuse réception de votre courrier en date du 30 juin 2020 aux termes duquel vous me faites part de votre intention de déposer une demande d'autorisation environnementale au titre de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, à l'occasion d'un projet de création d'une usine de conditionnement de gaz industriels sur un foncier sis 14 rue de l'équerre.

Conformément à l'article R.512-39-1, lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Cette notification doit intervenir à compter de l'arrêt définitif de l'installation.

En application de ce même article, l'exploitant doit placer le site de l'exploitation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Aussi, je vous informe que l'usage du site à l'arrêt de vos activités **devra être compatible avec les orientations et réglementations du document d'urbanisme en vigueur et l'utilisation des terrains situés au voisinage du site, au moment de la cessation des activités** de la société AIR LIQUIDE.

Les services restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



Le Maire,

Laurent LINQUETTE